

ECHOS DU PAYS

PRIX : 250 F CFA

LES N° VERTS DE L'OTR

POUR SIGNALER TOUT FAIT SUSPECT VEUILLEZ COMPOSER N° VERT 8280 Anticorruption	POUR TOUT RENSEIGNEMENT INFORMATION OU CONSEIL VEUILLEZ COMPOSER LE N° VERT 8201 Renseignements
---	---

OTR
FEDERER POUR BATH
www.otr.tg

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité N° 309 du 16 Nov. 2017

Editorial

**De la nécessité
d'émettre des
vibrations positives
pour réussir ce
dialogue**

L'actualité politique cette semaine est marquée par l'activisme de la médiation ghanéenne en vue d'un dialogue entre pouvoir et opposition au Togo. Ce dialogue voulu par une bonne proportion de nationaux, se veut un dialogue de la nécessité de réussir pour éviter des lendemains sombres au Togo. La guerre des préalables avant le dialogue, doit être une guerre empreinte de réalisme pour aboutir à ce dialogue. Pouvoir et opposition doivent s'interroger sur ce qui a engendré ce climat d'extrême méfiance entre eux... **p.3**

Crise politique au Togo : Une délégation ghanéenne pour baliser la voie à un dialogue entre pouvoir et opposition **p.3**



Entre action sociale et stratégie politique : Faure Gnassingbé renforce son contact avec les populations à la base **p.3**

Zimbabwe : Robert Mugabé **p.7** dans la tourmente

Interview du SG de la CGCT à propos du dialogue social : « Il faut que le gouvernement décide d'offrir des **p.5** choses concrètes... »

24 Nov. - 11 Déc. 2017 **Foire LOME**
Foire de toutes les opportunités

Thème : Le numérique au service des affaires

CEDEF - LOME (BP 10066 Lomé - Togo / Tél.00228) 22 36 87 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cebef.tg / E-mail: cebef@cebef.tg

L'approche genre mise à contribution dans la lutte contre le diabète

« Les femmes et le diabète, notre droit à un futur en bonne santé », c'est autour de cette thématique que la communauté internationale a célébré le mardi 14 novembre dernier, l'édition 2017 de la Journée mondiale du diabète. Un thème qui, à en croire l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), souligne le rôle important que les femmes jouent dans la prévention ou la gestion des facteurs de risque du diabète et l'accès aux soins.

Le diabète est une maladie chronique qui se caractérise par une concentration élevée de sucre dans le sang. Le diabète est une maladie chronique qui apparaît lorsque le pancréas ne produit pas suffisamment d'insuline ou que l'organisme n'utilise pas correctement l'insuline qu'il produit. L'insuline étant une hormone qui régule la concentration de sucre dans le sang. L'hyperglycémie, ou concentration sanguine élevée de sucre, est un effet fréquent du diabète non contrôlé qui conduit avec le temps, à des atteintes graves de nombreux systèmes organiques et plus particulièrement des nerfs et des vaisseaux sanguins.

Il existe deux types de diabète : d'abord le diabète de type 1 (précédemment connu sous le nom de diabète insulino-dépendant ou juvénile). Il est caractérisé par une production insuffisante d'insuline et exige une administration quotidienne de cette dernière. La cause de diabète de type 1 n'est pas connue, et en l'état des connaissances actuelles, il n'est pas évitable. Les symptômes sont les suivants : excrétion

excessive d'urine (polyurie), sensation de soif (polydipsie), faim constante, perte de poids, altération de la vision et fatigue. Ces symptômes peuvent apparaître brutalement.

Il y a ensuite le diabète de type 2 précédemment appelé diabète non insulino-dépendant ou diabète de la maturité. Il résulte d'une mauvaise utilisation de l'insuline par l'organisme. Le diabète de type 2 représente la majorité des diabètes rencontrés dans le monde. Il est en grande partie le résultat d'une surcharge pondérale et de la sédentarité.

Prévalence du diabète

Le nombre de diabétiques a fortement augmenté ces dernières années dans le monde passant de 108 millions en 1980 à 422 millions en 2014. La prévalence du diabète au sein de la population adulte dans la Région africaine est passée de 3,1 % en 1980 à 7 % en 2014 selon l'OMS. Selon Dr Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. On estime que l'hyperglycémie cause environ 5 % des décès

chez les femmes et 3,9 % des décès chez les hommes. La surcharge pondérale et l'obésité sont des facteurs de risque du diabète, des maladies cardiovasculaires et de certains cancers tard dans la vie. La prévalence des facteurs de risque du diabète et d'autres maladies non transmissibles est plus élevée chez les femmes que chez les hommes. En 2014, on estimait que 38,6 % des femmes âgées de plus de 18 ans étaient en surpoids, contre 22,9 % des hommes. La prévalence de la sédentarité se situait à 25 % chez les femmes âgées de plus de 18 ans et à 19 % chez



Mais cependant, le drame pour le diabète dans le pays est que 9 personnes sur 10 diabétiques ne se connaissent pas diabétique. Cela suppose que les gens ignorent leur statut, ce qui explique le taux élevé de complication dû au diabète souvent rencontré dans les familles et communautés. Pour certains en effet, ce sont les complications vasculaires qui entraînent la gangrène d'où les amputations de membres. Pour d'autres, ce sont les complications au niveau des yeux qui vont peut être entraîner la cécité. Plus grave chez d'autres personnes, c'est dans le cerveau avec les Accidents Vasculaires

Cérébraux (AVC). Nombre de ces complications pourraient être prévenues. Les technologies et les médicaments permettant aux diabétiques de vivre en bonne santé existent, mais ne

ses saturées et arrêter le tabac dans la mesure où la cigarette augmente le risque de diabète et de maladies cardio-vasculaires.

Les personnes peuvent également se soumettre dans les formations sanitaires à un diagnostic précoce à l'aide d'un test sanguin qui est relativement peu coûteux.

« En vue de réduire la prévalence du diabète de type 2, il convient d'adopter une approche prenant en compte toutes les étapes de la vie, du plus jeune âge jusqu'à l'âge adulte en passant par l'adolescence. Un régime alimentaire sain et nutritif devrait être disponible à la maison comme à l'école, surtout pour les familles et les communautés pauvres. Les enfants et les adolescents devraient être encouragés à s'adonner à l'exercice physique à la maison et à l'école, ce qui leur permettra de devenir des adultes en bonne santé », recommande Dr Matshidiso Moeti.

Etant donné que ce sont les femmes et les mamans qui s'occupent de la cuisine et sont souvent les plus proches des enfants et adolescents, elles sont vivement encouragées à efficacement jouer leur partition dans cette lutte contre le diabète dans les pays.

Les personnes peuvent également se soumettre dans les formations sanitaires à un diagnostic précoce à l'aide d'un test sanguin qui est relativement peu coûteux.

La prévention, une nécessité

Des mesures simples modifiant le mode de vie pouvaient être efficaces pour prévenir ou retarder le diabète notamment de type 2. Pour prévenir ce diabète et ses complications, les populations doivent parvenir à un poids corporel normal et le maintenir, faire de l'exercice physique, au moins 30 minutes par jour d'une exercice régulier d'intensité modérée, avoir un régime alimentaire sain et éviter le sucre et les graisses.

Kossi D.

NUMÉROS UTILES

CHU Tokoin	221 25 01
CHU Campus	225 77 68
Commissariat Central	225 47 39
Sûreté Nationale	221 28 71
Sapeurs pompiers	118 ou 221 67 06
Gendarmerie	172 ou 222 21 39
Police secours	117
Renseignement	119

Lisez chaque jeudi votre journal



l'information au cœur du développement

TOUR DE GARDE DES PHARMACIES DU 13 au 20 Nov 2017

JEANNE D'ARC	Près de Marox-Renault-Star	22 22 08 01
ST ANTOINE	1048, Avenue de la libération	22 21 29 64
STE RITA	Doulassamé, Face Hôtel SANA	22 20 90 16
CRISTAL	Boulevard Houphet Boigny	22 20 90 91
PORT	Face Hôtel Sarakawa	22 27 61 88
ADJOLOLO	58, Rue Franz Joseph STRAUSS	22 21 05 13
MAIRIE	Face Mairie	22 21 26 39
CAMPUS	Quartier Adewi	22 21 56 32
SOURCE DE VIE	Face Collège Protestant	22 22 45 71
LE JOURDAIN	Face au CEG Tokoin Wuiti	22 61 56 14
ST PAUL	Bd. Jean Paul II	22 22 46 72
BAH	Face EPP Hedzranawé	22 26 03 20
APOTHEKA	Kégué Face siège de la FTF	22 61 57 57
CITRUS	Attégou, sur le Gd Contournement	22 57 32 32
PHARMACIE 2000	BE KPOTA près du Marché Dzifa	22 70 01 69
LE PROGRES	Ahadji kpota non loin de Zorro-bar	22 35 86 55
CITE	Bd. du 30 Août	22 25 01 25
BESDA	Adidogomé-Aménopé, Route de Kpalimé	22 51 05 29
EPIPHANIA	Rue La Pampa, ADIDOGOME	23 20 10 52
NATION	Face ancien Marché TOTSI	22 25 99 65
EL SHADAÏ	Face Ecole Théologie ESTAO	22 51 44 25
CONFIANCE	Face GTA	22 25 39 32
N-D DE LOURDES	Agoè-Anome, non loin du lycée d'Agoè	22 44 01 01
ORCHIDEE	LEO 2000	22 47 42 87
DE LA VICTOIRE	Avédji Wéssomé, Après les rails	22 45 74 92
ARC-EN-CIEL	Agoè-Télessou, à 50m Du Carrefour Margot	22 42 50 00
ST ESPRIT	Bretelle Agoè-Kégué, Face CEG Agoè-Est	22 40 29 06
ST MICHEL	Agoè entre la BB et l'Espace Télécom	22 51 70 22
EXCELLENCE	Agoe Demakpoe Voie CEDEAO	22 51 77 87
MAINA	Agoé Assiyéyé, non loin de Carrefour bleu	22 33 65 34
TCHEP'SON	Face Terminal du sahel (Togblékopé)	22 42 94 41
HYGEA	Face Lycée publique de Baguida	22 27 36 36
VERSEAU	Près maison Bateau Baguida	22 27 34 53



Siège : Agbalépédo

Récépissé n°383/14/10/09/HAAC 13 BP 507 e-mail: augustin.sizing@yahoo.fr Maison de la Presse Casier N°26

Directeur de Publication

Augustin M. SIZING 90 03 18 24 22 34 13 57

Rédacteur en chef

David SOKLOU

Equipe de rédaction

Augustin SIZING, David SOKLOU, Roger GBESSIA

Directeur Commercial

Ferdinand S.

Imprimerie

La Colombe

Infographie

Hugues AYIVI-BLIBO

2000 exemplaires

Editorial

De la nécessité d'émettre des vibrations positives pour réussir ce dialogue

L'actualité politique cette semaine est marquée par l'activisme de la médiation ghanéenne en vue d'un dialogue entre pouvoir et opposition au Togo. Ce dialogue voulu par une bonne proportion de nationaux, se veut un dialogue de la nécessité de réussir pour éviter des lendemains sombres au Togo.

La guerre des préalables avant le dialogue, doit être une guerre empreinte de réalisme pour aboutir à ce dialogue. Pouvoir et opposition doivent s'interroger sur ce qui a engendré ce climat d'extrême méfiance entre eux. Oui, car, si le pouvoir a la force et les attributs constitutionnels de l'autorité publique, l'opposition est pour sa part capable de paralyser l'activité économique du pays, une paralysie qui bouscule les prévisions macroéconomiques du pays au point d'impacter sans nul doute sur les agrégats et nombre d'indicateurs économiques. Mais attention à tous, car si l'opposition semble être sûr de gagner la bataille médiatique en ameutant la presse nationale et internationale, le pouvoir de son côté en multipliant son ouverture pour l'apaisement, gagne en crédibilité, et pour que ça marche, il faut dialoguer.

Ne nous méprenons pas, car si l'opposition pense avoir son peuple, le parti au pouvoir revendiquera également le sien, et les deux peuples forment le peuple togolais. Aussi faudrait-il un dialogue pour sortir de ce quiproquo.

S'il est vrai qu'avec le temps qu'il a fait aux commandes de l'Etat, le parti au pouvoir a réussi à développer une expertise dans la gestion de la chose publique, il est tout aussi indéniable que nombre de partisans de l'opposition ne l'ont pas. Ici encore il est clair que le dialogue et la participation à la gestion de la chose publique permettront d'acquiescer et d'aiguiser cette compétence.

Si l'opposition maintient cette intransigeance ; celle de vouloir discuter des conditions du départ du Chef de l'Etat, le pouvoir qui a les manettes des institutions de la République va préférer ne pas lâcher prise, et la crise va se durcir. Nous voyons ici encore qu'il faut discuter avec raison.

Ce dialogue doit accoucher à la limite d'un minimum de consensus comme un cadeau de fin d'année pour les togolais qui n'en ont que trop souffert. Pour le réussir, tous les acteurs devront savoir que personne n'a le monopole de la malice. Ici, si une partie veut trop dribbler son vis-à-vis, l'autre camp fera tout pour marquer à la moindre occasion, or nous devrions être dans un match où il n'y a pas de perdant mais un seul gagnant : "le peuple togolais". Puisse le Seigneur inspirer les acteurs politiques afin qu'ils infirment par leur hauteur d'esprit, les prédictions d'échec.

Augustin S.

Politique sociale :

Faure Gnassingbé renforce son contact avec les populations à la base

D'aucun parleront d'action stratégique au moment où le pays traverse depuis le mois d'août dernier, une crise sociopolitique. En dépit de son agenda chargé, Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a multiplié ces derniers jours, des sorties de terrain aux côtés des populations à la base, soit pour inaugurer des infrastructures de base, soit pour s'entretenir avec les populations comme c'est le cas mardi dernier avec les garants des us et coutumes du grand Kloto.



Faure Gnassingbé avec des chefs traditionnels du grand Kloto

Hier mercredi, le chef de l'Etat était dans la localité d'Assoukoko dans la préfecture de Blitta pour procéder à l'inauguration d'une mini centrale solaire photovoltaïque destinée à la production d'électricité au bénéfice des communautés. Une étape qui intervient cinq jours après l'inauguration d'une autre mini centrale solaire similaire à Bavou dans l'Ogou et le lancement de projet d'hydraulique villageoise à Akparé, toujours dans l'Ogou.

Avec les populations du grand Kloto, plusieurs sujets ont été abordés parmi lesquels, les récentes manifestations de la coalition des 14 partis de l'opposition. En ce qui concerne justement les manifestations politiques, Faure Gnassingbé a salué le sens de responsabilité de tous les acteurs de la région notamment les chefs traditionnels, les préfets et autres responsables administratifs qui ont fait en sorte que ces manifestations se

soient jusqu'à ce jour, déroulées dans la paix à Kpalimé.

Le Chef de l'Etat a déploré les violences enregistrées lors des récentes manifestations dans le reste du pays avant d'appeler toute la population à promouvoir la paix et la non violence quelque soit le bord politique. « Nous avons tous fait le choix du multipartisme. Ce qui veut dire que nous n'avons pas les mêmes opinions politiques ou même parfois en éco-

nomie. Et donc il peut arriver qu'il y ait des désaccords. Nous ne pouvons pas toujours être d'accord sur tout. Mais si nous sommes en désaccords, et que c'est pour cela que nous devons nous en prendre les uns aux autres de façon violente, je ne pense pas », a indiqué Faure Gnassingbé à l'assistance.

« C'est ce simple message que nous devons retenir en disant OUI pour la diversité d'opinion, OUI pour la liberté d'opinion, mais NON pour la violence. OUI pour les manifestations quand elles sont pacifiques, NON pour les destructions, parce que la destruction est souvent aveugle et fait du mal à la société », a-t-il ajouté, invitant la population à promouvoir davantage la paix et la non violence

La chefferie traditionnelle, l'employabilité des jeunes, l'amélioration de la productivité agricole, l'encadrement technique, la décentralisation et les difficultés liées à la filière café cacao sans oublier l'écoulement et la commercialisation des produits ont été les autres sujets abordés au cours des échanges avec les chefs traditionnels et autres responsables du grand Kloto.

Bruno Oboe

Crise politique au Togo :

Une délégation ghanéenne pour baliser la voie à un dialogue entre pouvoir et opposition

Les lignes commencent par bouger quant à la tenue du dialogue annoncé par le Gouvernement en vue d'une sortie de crise au Togo. Mardi, une délégation de la coalition des 14 partis de l'opposition conduite par Jean Pierre Fabre, a rencontré à Lomé, des émissaires du président ghanéen Nana Akufo-Addo. La délégation ghanéenne conduite par le ministre de la sécurité Albert Kan-Dapaah, a également échangé avec le pouvoir en place afin de parvenir à un consensus sur quand, comment et où se tiendra le dialogue tant attendu.

Les tractations sont donc en cours mais pour l'heure, les échanges ne se focalisent que sur les préalables pour aboutir à l'ouverture du dialogue entre le pouvoir et l'opposition. « Nous avons abordé les préliminaires d'un dialogue, nous avons discuté du cadre du dialogue, mais nous ne sommes pas encore dans la discussion proprement dite », a indiqué Jean-Pierre Fabre à l'issue de la rencontre.

« Nous avons fait des propositions, la délégation ghanéenne va les présenter au pouvoir en place et on verra la suite », a ajouté le chef de file de l'opposition.

Le chef de la délégation ghanéenne a estimé que l'heure est venue pour qu'un dialogue se tienne entre le pouvoir et l'opposition car selon lui, ce qui se passe au Togo inquiète toute la sous-région qui n'est pas prête à vivre un nouveau foyer de tension. « Nous avons rencontré l'opposition pour voir comment ce cadre de dialogue pourrait être créé. Nous irons aussi nous entretenir avec le pouvoir et nous osons croire qu'à la fin de cette démarche, nous ressortirons avec des conclusions qui vont nous permettre de savoir comment, quand et où nous pouvons tenir ce dialogue. C'est la sous région entière qui est préoccupée par la situation actuelle au Togo et nous prions pour que la paix revienne dans le pays », a déclaré à la presse, Albert Kan-Dapaah.

Il faut souligner que c'est le chef de l'Etat ghanéen qui a été mandaté par ses pairs de la sous région pour discuter avec les acteurs de la classe politique togo-



Albert Kan-Dapaah, chef de la délégation ghanéenne

laise afin de trouver une solution à la crise sociopolitique qui secoue le Togo depuis le mois d'août dernier. Certaines discussions ont déjà eu lieu avec les différents acteurs politiques notamment au Ghana et à Lomé.

Ces préalables qui risquent de compliquer les choses

Pour le moment, on n'en sait rien sur les propositions faites par la coalition des 14 partis de l'opposition. Mais d'aucun craignent que les préalables souvent évoqués par les leaders de la coalition avant toute négociation ne risquent de compliquer la tenue de ce dialogue dont la date et le lieu sont toujours attendus. Les 14 partis politiques de ce regroupement exigent la libération de toutes les personnes arrêtées dans le cadre des manifestations. Par ailleurs, les informations font état de ce qu'ils n'entendent pas se retrouver dans un cadre de discussions qui prennent en compte comme le souhaite le gouvernement, les autres formations de l'opposition. Vivement que l'esprit d'ouverture et le sens de patriotisme prévalent dans la tenue de ce dialogue pour une sortie de crise au Togo.

David

ECHOS Civisme :

Les principes et valeurs de la laïcité

Du grec ancien « laikos » qui traduit le commun ou du peuple, la laïcité dérive du mot « laïc », lui-même apparu au XIII^e siècle pour qualifier le caractère des personnes ou des choses ne faisant pas partie d'une institution religieuse.

La laïcité est devenue au fil du temps, une conception de l'organisation de la société visant une neutralité réciproque des pouvoirs spirituels et religieux par rapport aux pouvoirs politiques, civils et administratifs. La laïcité suppose la séparation de l'Etat des organisations religieuses. De cette séparation se déduit la neutralité de l'Etat, des collectivités territoriales et des services publics, non de ses usagers.

La laïcité repose sur trois principes et valeurs : la liberté de conscience et celle de manifester ses convictions dans les limites

du respect de l'ordre public, la séparation des institutions publiques et des organisations religieuses, et l'égalité de tous devant la loi quelles que soient leurs croyances ou leurs convictions. La République laïque assure ainsi l'égalité des citoyens face à l'administration et au service public, quelles que soient leurs convictions ou croyances.

Ce principe garantit aux croyants et aux non-croyants, le même droit à la liberté d'expression de leurs convictions. Elle assure aussi bien le droit d'avoir ou de ne pas avoir de religion, d'en changer ou de ne plus en avoir. Elle garantit le libre exercice des cultes et la liberté de religion, mais aussi la liberté vis-à-vis de la religion.

La Rédaction

« Pour guérir de nos blessures, faisons attention à celles des autres. Notre histoire nationale a son lot de blessés. Voici venu le temps de la vérité qui libère, une vérité assumée sans vengeance, dans un esprit de repentance, de pardon et de réconciliation ».

*Mgr Nicodème
Barrigah-
Bénissan*



www.annuairestogo.tg

Nous sommes l'outil qu'il vous manque.

Renforcez votre visibilité
Augmentez votre impact



COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYER SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE * 145 6 3 2 1#
- 2- PAYER LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE * 145 6 3 2 2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

**Lisez chaque
semaine
votre journal**

**ECHOS
DU PAYS**

**l'information
au coeur
du
développement**

Toute différence est positive et source d'enrichissement social et non de division. Togolais du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, tous, nous devons nous accepter.

Interview du SG de la CGCT à propos du dialogue social :

« Il faut que le gouvernement décide d'offrir des choses concrètes... »

Le Conseil National du Dialogue Social (CNDS) a tenu le jeudi 9 novembre dernier à Lomé, sa première séance de la deuxième session ordinaire de l'année 2017. Les travaux ont connu la participation de l'ensemble des acteurs impliqués dans les crises au niveau des secteurs de l'Éducation et de la Santé. Dans une interview accordée à Echos du Pays, le Secrétaire Général de la Confédération Générale des Cadres du Togo, membre du Conseil National du Dialogue Social, Ephrem Tsikplonou est revenu sur les travaux de cette séance de même que les perspectives sans passer sous silence, la crise sociopolitique actuelle du Togo. Lisez plutôt.

Echos Du Pays : Monsieur Ephrem Tsikplonou, bonjour ! Vous êtes le Secrétaire Général de la Confédération Générale des Cadres du Togo, membre du Conseil National du Dialogue Social

Ephrem Tsikplonou : Bonjour !

E.D.P. : Le Conseil National du Dialogue Social a tenu sa première séance de la deuxième session de l'année 2017, de quoi avez-vous parlé ?

E.T. : La première séance de la deuxième session 2017 du dialogue social nous a permis de rencontrer les travailleurs du secteur de l'enseignement et ceux de la santé. Vous savez que les enseignants étaient en négociation pendant les dernières vacances avec le gouvernement pour une rentrée apaisée. Donc la séance du CNDS du 09 novembre 2017 a permis d'avoir la restitution des travaux qui se sont déroulés au sein du groupe de travail mis en place à cet effet. Y avaient siégé, les responsables syndicaux, les responsables d'associations des parents d'élèves, les représentants du gouvernement ainsi que les représentants du secteur professionnel. Au cours de cette rencontre nous avons écouté le ministre de la fonction publique monsieur Gilbert Bawara sur ce que le gouvernement a fait, le porte-parole des syndicats des enseignants a également présenté la position des enseignants. Nous avons ensuite écouté toujours le

ministre Bawara et les représentants du secteur de la santé sur le travail fait à ce niveau.

E.D.P. : Pourquoi ces travaux du CNDS sont portés sur le secteur de l'éducation et celui de la santé ?

E.T. : Ce n'est pas une surprise en fait. Tout le monde sait ce qui se passe dans ces deux secteurs, même si au niveau du secteur de la santé on ne sent rien, il y a problème là également. Les agents de la santé ont eu des discussions avec leur ministre de tutelle et il était important que nous comprenions leurs préoccupations et essayer de voir les propositions que le CNDS peut faire. Sans langue de bois je dirai qu'ils ont trois grands problèmes dont celui du statut particulier. La fonction d'agent de santé est délicate et nécessite des mesures pour mettre à l'aise le travailleur. Ils ont donc besoin d'un statut particulier et puis c'est le secteur qui a plus de contractuels que les fonctionnaires. Au CHU Sylvabus Olympio par exemple ils sont à près de mille agents, c'est donc quelque chose qu'il faut revoir. S'il faut changer cette situation, il faut le faire ou alors voir comment il faut mieux les entretenir. Il y a aussi la question de bonification d'ancienneté à leur niveau, des effets qui doivent se sentir sur le salaire mais rien de tout cela.

E.D.P. : Quelle est la suite du travail du CNDS ?

E.T. : Nous avons écouté les enseignants,

nous avons écouté les agents de la santé comme je disais, la prochaine séance sera à huit clos entre les membres du CNDS pour sérier les choses. On verra ce qui a été fait de bon ou de mauvais et nous allons proposer des pistes de solutions au gouvernement pour mieux gérer ces secteurs.

E.D.P. : Le CNDS a deux sessions ordinaires et des séances par an. Est-ce que toutes ces rencontres sont respectées ?

E.T. : Il y a en fait deux sessions, celle de mars et celle d'octobre et les séances peuvent se tenir jusqu'à cinq mais depuis lors si ce n'est qu'en 2013 où nous avons tenu plus de cinq séances parce qu'il y avait beaucoup de mouvements sociaux. S'il n'y a pas trop de problèmes, nous tenons deux ou trois séances et la session se ferme. Le vrai problème c'est que les sous-structures du CNDS que sont le Conseil National du Travail et le Conseil Supérieur de la Fonction Publique ne fonctionnent pas. Ces deux sous-structures devraient déblayer les difficultés à leur niveau avant qu'elles n'arrivent au niveau du CNDS. La logique voudrait même qu'il y ait une décentralisation, s'il y a des conseils régionaux et préfectoraux pour faire un travail de base cela permettra d'éviter beaucoup de conflits sociaux.

E.D.P. : Malgré ce qui a été dit lors de cette séance du Conseil National du Dialogue Social concernant le secteur de

l'éducation, les syndicats ont appelé à trois jours de grève cette semaine.

E.T. : Pour ça très souvent nous accusons le gouvernement, c'est le manque de confiance parce qu'au cours de la séance, le porte-parole du groupe des syndicats des enseignants a relevé que la crise de confiance fait qu'ils doutent des annonces du gouvernement. On dit beaucoup et on fait peu. L'exemple du statut particulier des enseignants est là. Déjà en mars

décide d'offrir des choses concrètes, même si c'est peu, on saura que quelque chose a été fait.

E.D.P. : Monsieur Tsikplonou, avant de vous laisser, dites-nous un mot sur la crise politique qui secoue le Togo depuis le 19 août 2017, en qualité de syndicaliste.

E.T. : La crise que traverse le Togo ne concerne pas que les politiques, c'est l'erreur que les gens peuvent commettre surtout

tants augmentent à cause des problèmes sociaux qu'il y a dans le pays. Notre position au niveau de la Confédération Générale des Cadres du Togo parce que je ne peux pas parler au nom de la coordination des centrales syndicales, nous pensons que le Togo appartient à nous tous. Qu'on soit du pouvoir ou de l'opposition, il faut penser à une seule chose, léguer un héritage viable et enviable aux futures générations, nous pensons que le Togo appartient à nous tous. Seul le dialogue peut nous amener vers une situation claire, mais quel type de dialogue ? Un dialogue entre partenaires qui se font confiance. Mais au Togo, les dialogues n'aboutissent pas, on commence on n'a jamais de résultats. Pour cette fois-ci, nous invitons le gouvernement à bien penser avant d'ouvrir des discussions avec l'opposition et qu'il puisse prendre des décisions au fur et à mesure que les débats avancent, cela va créer la confiance entre les acteurs. Mais que l'opposition aussi ne fasse pas ce qu'elle a l'habitude de faire, si le parti X participe aux discussions, nous ne serons pas là ou encore nous n'accepterons pas le parti Y. Je crois que tous les partis politiques au Togo quelque soit leur couleur regroupent des Togolais et c'est entre Togolais que nous pourrions résoudre cette crise. Donc pour la CGCT les gens n'ont qu'à prendre conscience de ce qu'ils sont en train de léguer aux générations futures et se mettre à table pour discuter, négocier et trouver des solutions viables pour les populations togolaises.

E.D.P. : Monsieur Ephrem Tsikplonou, merci beaucoup.

E.T. : Merci à vous.



Ephrem Tsikplonou, SG de la CGCT

dernier le gouvernement avait promis mettre en place un comité de rédaction de ce statut et que le document sera adopté et donc les effets devraient être ressentis dès la dernière rentrée scolaire. Mais jusqu'aujourd'hui même la copie du document final, les enseignants ne l'ont pas. Donc il ne faut pas flouer les partenaires en discussion. Quand vous êtes en discussion avec le partenaire et que vous avez le sentiment qu'on veut vous flouer, à la prochaine occasion ce sera une méfiance. Il faut que le gouvernement

vous les journalistes qui nous ont oubliés dans tout ce qui se passe et moi je crois que les travailleurs sont les chevaux des politiques. Tout ce qui se passe dans le monde politique doit avoir comme cheval le social et si vous voyez les rangs des manifestants grossir c'est que dans le monde du travail, les gens ont des soucis et quand vous leur demandez pourquoi ils marchent, ils vous diront, je suis à la maison, j'ai faim, on ne paye pas. Alors que ce n'est pas pour cela que les politiques marchent. Les manifes-

A la découverte des opportunités de la 14^{ème} Foire Internationale de Lomé

Du 24 novembre au 11 décembre 2017, la 14^{ème} Foire Internationale de Lomé vous ouvre ses portes sur le site du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-LOME) Togo 2000. Pendant au total 17 jours, cette foire offre une diversité d'opportunités d'affaires pour les opérateurs économiques du Togo, de la sous région et de tous les autres continents.

Au rang de ces opportunités, la promotion des échanges de produits et services de tous les secteurs d'activité économique des pays participants, l'accroissement du niveau de l'activité commerciale des pays entre les pays, sans oublier les possibilités de rencontres entre professionnels et spécialistes pour un développement de l'activité commerciale de la sous région et du reste du monde.

Manifestation phare de l'Afrique de l'Ouest, la foire internationale de Lomé se présente donc comme un

cadre idéal de promotion des produits et services, de contacts d'affaires, d'échanges, et de recherches de partenaires commerciaux.

Les entreprises de différents secteurs d'activités aussi bien du public que du privé auront la possibilité de développer leurs relations d'affaires et accroître leurs revenus. Ils y ont donc une multitude de raisons de raison de participer à cette édition de la foire : rencontre avec de nouveaux partenaires, promotion des produits et services, développement de votre image

de marque, accroissement de votre notoriété, accès à un marché international, et découverte de nombreuses opportunités d'investissement pour ne citer que celles là.

Sur un espace convenablement aéré, à 5 minutes de l'Aéroport International de Lomé avec un accès rapide et pratique

(taxis, taxi-motos, bus), la foire de Lomé est à votre disposition pour accueillir aussi bien des lancements de produits que des soirées, des défilés ou autres manifestations.

Au menu de cette 14^{ème} édition placée sous le thème « le numérique au service des affaires », des expositions, des visites

guidées, des démonstrations et dégustations, des rencontres d'affaires, des soirées culturelles, des conférences, des journées nationales des pays, et des journées portes ouvertes sur les entreprises exposantes.

Il est attendu à cette édition de la foire, plus de 1.000 exposants et 300.000 visiteurs. La cons-

truction des stands d'exposition a déjà démarré depuis le week-end dernier. A quelques jours de jour de l'ouverture, le comité d'organisation est en train de mettre les bouchées doubles pour permettre à tous les participants de vivre des moments inoubliables à l'occasion de cette fête foiraine.

La Rédaction

Semaine mondiale de l'entrepreneuriat

Un programme riche et varié pour célébrer l'évènement

Le Togo célèbre du 13 au 19 Novembre pour la 8^{ème} fois la semaine mondiale de l'entrepreneuriat pour le compte de l'année 2017. Sous la houlette de l'ONG IJD, cette semaine sera essentiellement marquée par une campagne nationale visant à susciter un déclic à l'esprit de création d'entreprise auprès des jeunes et à favoriser l'émergence des futurs entrepreneurs pour la croissance économique et le bien être humain.

L'ONG Initiatives des Jeunes pour le Développement (IJD) a procédé en début de semaine au lancement officiel des activités s'inscrivant dans le cadre de la semaine mondiale de l'entrepreneuriat qui sera célébrée au Togo. Il est prévu à cet effet une campagne nationale de l'entrepreneuriat du 13 au 19 novembre prochain sur toute l'étendue du territoire national. Une campagne dont les résultats seront soutenus par le gouvernement via le ministère du commerce et de la promotion du secteur privé. « Le gouvernement, à travers notre département, adhère à cette vision internationale de promotion de l'entrepreneuriat... Le ministre du commerce apportera ainsi le concours nécessaire pour la mise en œuvre des résultats qui découleront de vos réflexions et offrira toutes les possibilités nécessaires



Des responsables de l'ONG IJD

en vue de la pérennité des acquis de cette campagne » a promis Mme Ayélé Amenyran, Représentante de la ministre du commerce.

Placée sous le thème « Quel écosystème entrepreneurial pour l'économie togolaise et créer plus d'emploi ? », cette initiative vise à professionnaliser le secteur de l'entrepreneuriat et d'en faire une solution idéale aux différents maux qui minent la société togolaise. Ce sera l'occasion pour les acteurs in-

tervenant dans le domaine de l'entrepreneuriat de mener des discussions essentielles susceptibles de révolutionner les uns et les autres sur la nécessité de créer un écosystème entrepreneurial au Togo. Au programme, des conférences-débats sur les thèmes « Entrepreneuriat et le Développement durable », « Promotion des PME au Togo : opportunités et contraintes », « Entrepreneuriat des jeunes : Enjeux et défis » et « Création de l'écosystème entrepreneurial au

Togo : Enjeux et défis ». Il est également prévu une journée de micro finance, agences et fonds de garantie, suivie d'une journée scientifique sur l'entrepreneuriat, puis de la deuxième édition de la nuit des entrepreneurs où les meilleurs du monde entrepreneurial togolais seront récompensés. Ce sera donc l'occasion pour les organisateurs de présenter tous les mécanismes de financement existants pour les entreprises.

Pour Pascal Edoh Agbove, Directeur exécutif de IJD, « il est important que tous les décideurs

comprene nent qu'aujourd'hui, il n'y a rien à faire que de promouvoir l'entrepreneuriat pour créer des richesses, régler le problème de l'emploi des jeunes et par ricochet booster le développement économique du Togo ».

Les organisateurs de l'évènement prévoient mettre en réseautage les entrepreneurs, lancer un appel aux décideurs économiques à aller vers la création d'un environnement économique et fiscal et surtout venir en aide aux directeurs d'entreprise en difficultés. Le programme se déroule à Lomé et si-

multanément dans certaines villes à l'intérieur en l'occurrence Tsévié, Kpalimé, Atakpamé, Sokodé Kara et Dapaong.

Rappelons que c'est depuis 2010 que l'ONG IJD a été choisie au niveau mondial pour assurer la coordination de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, une initiative de Global Entrepreneurship Network (GEN) dont le but est de mobiliser et de mettre en interaction les jeunes du monde entier pour favoriser l'émergence de la prochaine génération d'entrepreneurs, et d'innovateurs.

Roger GBESSIA

Lancement des All Music Awards 2017 :

La grande soirée de récompense prévue le 23 décembre prochain au Palais de Congrès de Lomé

C'est parti pour la 14^{ème} édition des All Music Awards, une cérémonie annuelle de récompense des artistes et autres acteurs de la musique togolaise. Le ton de l'édition 2017 a été donné vendredi dernier par le comité d'organisation à Lomé.

Organisés par la Radio Zéphyr, les All Music Awards ont pour objectif de promouvoir la musique togolaise dans tous les genres et d'encourager les artistes à réaliser des productions musicales de qualité.

Pour le compte de cette année, au total 16 catégories seront primées. La nouveauté, c'est l'ajout de deux nouvelles catégories. D'abord celle du « meilleur album ». « Il s'agit de faire un clin d'œil aux artistes qui se sont évertués à faire un bon travail parce que ce n'est pas évident de sortir un album entier pour une année, il n'y a que des singles qu'on enregistre. Nous avons donc voulu dire merci à ces artistes et les encourager à aller de l'avant pour faire en sorte que d'autres artistes puissent emboîter le pas », a expliqué le président du comité d'organisation Patrick BLANDE également Directeur général de la radio Zéphyr.

La seconde nouvelle catégorie est celle de la « meilleure chanson lover » pour encourager les artistes qui font de la musique sentimentale. Pour le comité, c'est en outre une manière de demander aux autres artistes qui ne se retrouvent pas dans un genre musical, de pouvoir chanter de l'amour.

Les autres catégories concernent : le meilleur artiste masculin de l'année, meilleure artiste féminine, meilleur artiste gospel, meilleur artiste d'inspiration traditionnelle, meilleure vidéo clip, meilleur artiste hip hop, meilleure chanson



featuring, meilleur artiste ou groupe de la diaspora, le tube de l'année, la révélation de l'année, l'artiste découverte de l'année, le meilleur messenger parolier, le meilleur beat maker, et le meilleur réalisateur.

Un comité dénommé « Académie », composé des animateurs radio et télévision, des DJ et présentateurs et organisateurs de spectacles et autres techniciens de studio sera mis en place avec pour mission de recenser les titres en vogue et susceptibles d'être nominés et de former les combinaisons dans les différentes catégories.

Chaque catégorie comprendra en moyenne 4 à 6 nominés. L'Académie transmettra au comité d'organisation, la liste des nominés catégorie par catégorie. Les lauréats dans chaque catégorie seront connus au terme d'un double choix : celui d'un jury qui sera constitué et celui du public, exclusivement pour la catégorie « tube de l'année ». « Par contre, la catégorie découverte fera l'objet d'inscription. La pré-

sélection sera donc un spectacle pour désigner les nominés. Ledit spectacle se déroulera à la Foire Togo 2000, le 09 décembre prochain », a précisé Patrick BLANDE.

Chaque catégorie comprendra en moyenne 4 à 6 nominés. Le comité d'organisation a également fait savoir que des prix spéciaux seront attribués à des artistes ou à des personnalités qui se sont distingués dans l'année ou au cours de l'histoire de la musique togolaise.

La grande soirée de proclamation des résultats et de remise des trophées est prévue le 23 décembre prochain au Palais de Congrès de Lomé en présence des artistes, promoteurs culturels, diverses personnalités et du grand public. En dehors de son caractère de soirée de récompense, les All Music Awards sont aussi un plateau d'expression de la musique dans son intégralité et dans toute sa diversité.

David

Grève à la SNPT

Les machines aux arrêts pour deux semaines

Du 15 au 29 novembre prochain, le personnel de la Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT) sera en grève. Une grève de deux semaines pour se faire entendre après moult discussions improductives.



Des employés grevistes de la SNPT

Pour arracher de meilleures conditions de vie et de travail, les agents de la SNPT ont déclenché depuis hier une grève de deux semaines. Cette grève qui court du 15 au 29 novembre 2017 est « reconductible » en cas de non satisfaction. Entre autres doléances, les employés réclament le minima conventionnel, la sécurité au travail, la visite médicale, le reclassement du personnel... etc. Selon les employés, les engagements pris par la direction de la société depuis septembre 2016 n'ont jamais été respectés et pire encore, il joue à la carte de la division pour noyer les revendications. « La direction générale est revenue avec une méthode qui lui a permis de diviser les

vailleurs. Elle demande depuis quelques jours de procéder à l'élection de nouveaux délégués. C'est ce qu'ils ont fait il ya deux ans pour noyer nos revendications et nous sommes restés au même stade » a lancé un agent.

Les revendications du personnel de cette société publique ne datent pas d'aujourd'hui. Les différentes discussions engagées n'ont rien donné de concret. Le 8 septembre 2016, les employés de la SNPT sous la conduite du Syndicat national des Mines du Togo (SYNAMITO) avaient observé une journée de débrayage pour faire pression sur leur patron. Une marche pacifique avait été organisée à Hahotoé et à Kpémé (localités dans la

usines extractives du phosphate). « Nous travaillons mais nous ne sommes pas payés à la hauteur de notre travail. Nous revendiquons les minima conventionnels. Il ya une grille de la convention de la mine mais nous ne sommes pas payés par rapport à cette grille » avait déclaré lors de la manifestation du 08 septembre 2016 M. Egbohou Poro, Secrétaire général du Synamito.

Après une série de grèves, la direction de la SNPT et les employés étaient parvenus à un accord signé en septembre 2016. Cette rencontre a vu la direction prendre des engagements qui n'ont finalement pas été respectés. On se souvient que lors de cette rencontre de septembre 2016, la direction avait accepté payer des primes de rendement et les gratifications au plus tard fin octobre 2017. Mais le délai passé, toujours rien à se mettre sous la dent jusqu'à ce jour.

Vivement que des solutions durables soient apportées à cette crise qui sévit dans cette société histoire de permettre aux machines de reprendre service.

Roger GBESSIA

Zimbabwe

Robert Mugabé dans la tourmente

Des officiers de l'armée ont pris le pouvoir au Zimbabwe aux premières heures du mercredi 15 novembre dernier. Rejetant la thèse d'un coup d'état militaire, le porte-parole de l'armée dit viser à travers cette intervention, les « criminels » dans l'entourage du président Robert Mugabé, au pouvoir depuis 1980.

« Ce n'est pas un coup d'Etat militaire contre le gouvernement. Nous ne faisons que viser les criminels qui entourent le président. Dès que notre mission est accomplie, nous nous attendons à ce que la situation retourne à la normale. Nous assurons à la nation que Son Excellence le Président et sa famille sont sains et saufs et que leur sécurité est garantie » a assuré le porte-parole de l'armée, le Général Sibusiso Moyo dans une déclaration lue à la télévision nationale.

Selon un témoin résident dans le quartier de Borrowdale, les échanges de tirs ont été entendus au moment de l'opération près de la résidence privée de Robert Mugabé dans la capitale Harare. « Peu après 2h du matin (00h GMT), nous avons entendus envi-

rons 30 à 40 coups de feu tirés pendant 3 à 4 minutes en provenance de sa maison » a confié dans l'anonymat un témoin à l'AFP. À la suite de l'opération, des soldats ainsi que des véhicules blindés bloquent les voies d'accès aux principaux ministères, au parlement et aux tribunaux dans le centre de Harare, la capitale du pays.

A 93, le président Robert Mugabé vit certainement l'une des périodes troubles de son règne à la tête du pays. L'entrée en scène de l'armée intervient en pleine crise ouverte entre le Chef de l'Etat Robert Mugabé et le Chef d'Etat major de l'armée, le Général Constantino Chiwenga qui avait dénoncé ouvertement sa décision de limoger la semaine dernière le vice-président du pays

Mnangagwa, longtemps présenté comme son dauphin. « L'armée pourrait intervenir si cette purge ne cessait pas au sein du parti présidentiel » avait mis en garde lundi le Chef d'Etat major, le Général Chiwenga. Une déclaration inédite et malencontreuse aux yeux de l'opposition zimbabwéenne. Le Mouvement pour le Changement démocratique (MDC) s'était clairement positionné contre toute prise de pouvoir par les militaires. « Il n'est pas souhaitable que l'armée prenne le pouvoir. Cela donnera un coup d'arrêt à la démocratie, et ce n'est pas sain pour le pays » a déclaré un des responsables du parti, Gift Chimankire. En réponse à la menace de l'armée, le parti présidentiel avait aussi accusé mardi le chef de l'armée de



Robert Mugabé

« conduite relevant de la trahison » et dénoncé sa volonté de « perturber la paix nationale et encourager au soulèvement ».

L'ancien vice-président Mnangagwa, 75 ans a été relevé de ses fonctions après un bras de fer avec la première dame, Grace

Mugabé, 52 ans. Pour éviter d'éventuelles représailles, il a fui le pays. Lui qui entretient pourtant de bonnes relations avec le chef d'Etat major de l'armée et l'appareil sécuritaire du pays. Figure controversée pour ses déclarations tapageuses, Mme Mugabé

compte de nombreux opposants au sein du parti présidentiel et du gouvernement. Avec le limogeage du vice-président, Grace Mugabé se retrouve en position idéale pour succéder à son époux. Ce que dénoncent beaucoup de cadres du parti y compris l'opinion nationale. Aux dernières nouvelles, celle-ci se serait réfugiée en Namibie.

A la tête du pays depuis 37 ans, Robert Mugabé a été investi par son parti, Zimbabwe African National Union (ZANU) pour la présidentielle de 2018 en dépit de son âge avancé et sa santé fragile. Alors que sous son règne, le Zimbabwe s'est considérablement appauvri et traverse une grave crise économique due à la corruption, au népotisme et au pillage des richesses nationales du pays. Cette situation qui s'ouvre au sommet de l'Etat est inéluctablement l'un des premiers épisodes de la succession du plus vieux Chef d'Etat en activité dans le monde.

Roger GBESSIA

Démarrage du championnat D1 de football,

L'AS TOGO PORT met son titre en jeu

L'ambiance reprend dans les stades à partir de ce samedi 18 novembre 2017 à la faveur des championnats nationaux de football de première et de deuxième division. Initialement prévu le 22 octobre, les deux compétitions ont été repoussées sur ce 18 novembre pour cause d'impréparation de certains clubs. C'est le deuxième vice-président Tchakondi Sibabé qui a annoncé la nouvelle aux médias il y a quelques jours. Ce report de la date du démarrage des championnats selon certaines indiscretions est dû à l'affaire Gbikinti/Maranatha, deux clubs finalement rétablis en première division après l'épilogue de l'affaire du match truqué entre les deux équipes. Comme nous l'avons écrit dans une récente parution, ils seront 16 clubs à prendre part à la première division et 20 au niveau de la D2. Les clubs du championnat de deuxième division seront réparties en deux poules géographiques, dont 10 dans la zone nord et 10 au sud. La phase aller de la D1 va s'achever le 31 janvier 2018 et la phase retour débute le 14 février. Selon le programme déjà établi par la FTF, les compétitions devront s'achever le 3 juin 2018 comme souhaité par la FIFA pour que les attentions soient portées sur la coupe du monde Russie 2018.

Les 16 clubs de la D1 vont à l'assaut de la couronne détenue par l'AS Togo port qui voudrait bien conserver l'acquis. Les Portuaires et leur coach Ayivi Ekouévi ne manquent pas du tout d'argument. Même si leur président Boukpassi

Essoyaba n'est plus, l'AS Togo ne sera pas orpheline parce que feu président Boukpassi avait à ses côtés des personnes aussi solides. L'un des poumons de l'économie togolaise, le Port Autonome de Lomé a les moyens pour permettre au club de jouer les premiers rôles dans le championnat d'élite. La formation de l'Office Togolais des Re-



club ne fait pas encore l'affaire pour une formation entraînée par le passé par un certain Kodjovi Mawuena. Avec la rigueur qu'on connaît à cette équipe, il faut toujours compter avec Dyto. Mention spéciale pour Sémassi de Sokodé qui a terminé la saison passée sur la deuxième marche du podium. Vices champions en

cettes peut prétendre également jouer les premiers rôles cette année dans la compétition. C'est vrai que cette équipe a beaucoup déçus la saison dernière se hissant seulement à la 7^{ème} place au classement. Le coach Gnéni Sébabi n'a jamais trouvé les bons éléments pour mener le combat qu'il avait fait dans le temps avec l'ancienne l'As Douanes. Si avec ses moyens l'AS OTR fait de bons recrutements, elle peut rêver au titre.

Dyto de Lomé qui a le soutien des militaires s'est beaucoup défendu avec une bonne entame de saison l'année dernière mais qui s'est vite essouffé terminant la compétition à la 5^{ème} place. Les rabots rouges vont certainement se donner une nouvelle ambition cette saison pour mieux faire. Il faut pour cela un bon encadrement. La jeunesse de Fofana à la tête de ce

titre les Guerriers de Tchaoudjo peuvent réécrire les pages glorieuses du football togolais. Arrivé à la tête du club en milieu de saison, l'ancien international togolais Oloufadé Adékanmi a conduit Sémassi à bon port et c'est sûr que cette saison, les jeunes de Sokodé rêvent mieux. Ils auront bien envie d'arracher la couronne qui leur a échappé de peu l'année dernière. Ceci sera possible si les joueurs qui ont défendu les couleurs du club l'année dernière ne sont pas allés monnayer leur talent ailleurs. Arrivé en 5^{ème} position lors de la saison 2016-2017, Maranatha de Fiokpo a déçu le public sportif togolais avec le match arrangé avec Gbikinti de Bassar.

Les Messagers de Fiokp ont toujours l'affection du public parce que c'est un club qui a su défendre les couleurs du Togo sur le plan

africain avec son président Gabriel Améyi. Mais cette formation a réduit sa côte de popularité avec cette affaire de match truqué. Maranatha va certainement faire une bonne saison dans l'humilité pour redorer son blason. Ceci doit passer par un bon accueil des visiteurs dans son antre au stade général Améyi de Womé, un bon comportement de ses supporters et son football chatoyant qu'on lui connaît. Quand à son ami Gbikinti, il reste l'attraction de la nouvelle saison. Les observateurs veulent voir les Lions du Mont Barba Bassar marquer beaucoup de buts à leurs adversaires, eux, qui ont battu Maranatha par 11 buts à zéro la saison dernière. Le club de Bassar devrait sortir champion du Togo cette saison pour faire oublier l'affaire du match truqué dont il est accusé. Pour gagner ce pari le président Daoune Boundjou a du travail, avoir beaucoup de moyens pour maintenir son effectif. Koroki de Tchamba est l'un des clubs qu'il faut tirer chapeau pour sa constance. Les poulains de Bonfoh Arimyo sont arrivés en 4^{ème} position la saison dernière et ils ne décevront pas cette saison. C'est vrai que les meilleurs éléments seront attirés par d'autres clubs mais les premiers responsables sauront trouver d'autres joueurs pour la compétition, c'est toujours comme cela à Tchamba. L'autre club de Sokodé, Unisport aura également son mot à dire cette saison. Le club de Kouloundé a fait un parcours pas mal la saison dernière terminant à la 6^{ème} place mieux que beaucoup de vieux clubs. Et parmi les

vieux clubs qui ont déçu, il y a Asko qui a d'ailleurs failli se retrouver en D2. En aucun moment les jaunes et noirs de la Kozah n'ont su convaincre au cours de la dernière saison. Faute peut-être au manque de bonnes volontés pour prendre en charge l'équipe. Les Kondona n'ont plus de souffle depuis le départ à la tête du club de Walla Bernard. Asko aura de grosses difficultés cette année avec la montée en D1 désormais de l'Association Sportive des Conducteurs de Kara (ASCK). Mais comme on dit les grandes équipes ne meurent jamais. L'autre déception c'est le club de Toikoin, Agaza de Lomé tombé si bas et va disputer la D1 à la faveur de la décision de la FTF de composer la saison avec 16 clubs. Depuis quelques années il y a comme un mauvais sort qui s'abat sur les Scorpions Noirs de Tokoin. Quel visage vont-ils présenter cette année ? Une équation difficile à résoudre. Pour toute évolution Agaza doit faire le ménage dans la maison. Les anciens doivent cesser de faire planer leur ombre sur l'équipe.

Gomido de Kpalimé, le vieux de la vieille sera également au rendez-vous de la D1 cette saison. Tout comme Agaza, Gomido bénéficie de la clémence de la FTF pour signer sa présence en D1. Le club de Winny Dogbatsè sera-t-il à la hauteur de la compétition? C'est une interrogation. Cette équipe végète depuis des années dans un enlisement peut-être parce que le seul mentor Winny Dogbatè a besoin du soutien. Les Lions du Tone sont

aussi attendus pour cette nouvelle saison, Foadan de Dapaong souffle le chaut et le froid. Il a terminé la saison au 8^{ème} rang et il sera difficile d'imaginer sa performance cette saison. Les Porcs Epics de Lavié sont en D1 cette saison par la force des choses. Bon dernier la saison dernière, ils ne feront certainement pas de miracle cette année. Kotoko a besoin de quelques années pour véritablement se relancer, le temps de se trouver un messie. Ange de Notsé est également là pour la nouvelle saison. Tout comme Kotoko, Ange a perdu son prestige depuis que les affaires ne marchent plus à monsieur Eric Gagou. Le club de Haho a forcément besoin d'un autre mécène, sans quoi il sera encore l'ombre de lui-même. Les deux promues Espoir de Tsévié et ASCK de Kara complètent la liste des 16 clubs de la D1 pour le compte de la saison 2017-2018. Ces deux équipes ont fait un bon parcours l'année dernière en D2. Leur place dans le championnat d'élite, n'est pas l'effet d'un hasard. Elles seront particulièrement suivies au cours de la saison pour voir leur capacité à affronter les grands.

Le ballon va donc commencer par rouler sur toutes les pelouses à partir de ce samedi. Le match d'ouverture oppose le champion en titre de D1 As Togo Port au champion de D2 Espoir de Tsévié. Que la fête soit belle mais la FTF doit prendre des dispositions pour lutter encore une fois contre les violences dans les stades.

M. Mazé

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



CETEF - LOME

BP: 10056 LOMÉ - TOGO
TEL: (00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
site web: www.cefef.org / e-mail: cefeflome@cefef.org

**Thème : Le numérique
au service des affaires**

